



Solidarité PALESTINE 44

N° 18 décem. 04 / janv. 05 - 2 €

LETTRE BIMESTRIELLE DE L'ASSOCIATION
FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ RÉGION NANTAISE

Sommaire :

Éditorial.....	p. 1
DOSSIER : jumelage canton de La-Chapelle-sur-Erdre Jénine.....	p. 2/7
Pétition nationale.....	p. 7
Sur votre agenda.....	p. 8

ÉDITO

"Un espoir de paix, de dialogue"... "Une fenêtre d'opportunité"... "vers un arrêt des violences, de la militarisation de l'Intifada"...

Les commentaires optimistes sont nombreux, mais beaucoup accablent encore Arafat, déjà délégitimé et diabolisé par le couple Sharon-Bush. Certains se cachent derrière la bonne volonté de Sharon avec son plan d'évacuation de Gaza pour occulter les réalités de l'occupation, de la colonisation, du mur... Aussi, quelques constats et rappels s'imposent.

Les élections municipales commencées en décembre et les législatives prévues au printemps étaient programmées sous "l'ère Arafat" dont la mort a enclenché les présidentielles du 9 janvier mais pas le chaos annoncé.

Comme l'élection d'Arafat en 1996, ces élections ont montré la vitalité et la maturité du débat dans un cadre démocratique, malgré l'occupation et son cortège d'obstacles à la circulation, aux démarches pour les candidats et les électeurs, notamment à Jérusalem-Est.

Contrairement aux propos souvent répétés, Mahmoud Abbas vient d'être élu sur le programme d'Arafat : un État palestinien souverain sur les territoires occupés en 1967, le droit au retour des réfugiés... et comment peut-on parler de *"militarisation de l'Intifada"* quand on sait le rapport des forces en présence et celui des victimes !

Le projet de Sharon de se limiter au retrait de Gaza et de quatre petites colonies de Cisjordanie (8 000 colons en tout sur 450 000 !) est loin d'être réalisé. D'ailleurs, Gaza, sans souveraineté réelle, moins coûteuse et plus facile à contrôler, restera une prison...

Bush, a cautionné le mur, donc les annexions de terres et d'eau allant avec. Il n'envisage un État palestinien (prévu en 2005 dans le cadre de la feuille de route) qu'en 2009 ! État morcelé et non viable du fait des murs.

Les Palestiniens veulent le minimum vital : les 22% de la Palestine d'avant 1948 avec Jérusalem-Est, la reconnaissance des droits des réfugiés... l'application du Droit international.

Plus que jamais nous devons faire connaître la réalité sur le terrain avec notre expo sur les murs, avec le jumelage Canton de la Chapelle/Jénine... Nous devons aussi faire pression sur nos élus, dont certains étaient présents à la manifestation contre le mur du 13 novembre, sur l'Europe, afin de ne pas cautionner ou renforcer la politique israélienne, politique d'occupation, d'expansion et de guerre.

Malgré leurs souffrances et le rapport de force, les Palestiniens ne sont pas résignés, ne renoncent pas. Ils ne veulent pas d'une prison à Gaza et de quelques miettes en Cisjordanie. C'est l'occupation qui est un obstacle à la paix, pas Arafat hier ni Abbas demain...

JUMELAGE AVEC JENINE

Pourquoi un "jumelage" ?

La démarche adoptée se veut un **jumelage citoyen**, en rien comparable avec un jumelage "traditionnel" perçu à travers cérémonies officielles et discours. Il s'appuie sur des liens et des échanges que nous voulons constructifs, réguliers et durables entre les populations du canton de La Chapelle-sur-Erdre et du camp de Jénine. A plus long terme, des liens pourront peut-être s'établir au niveau institutionnel.

Travailler avec un camp de réfugiés a une signification politique

Il est clair que le conflit israélo-palestinien ne sera pas résolu si la question des réfugiés palestiniens n'est pas traitée de façon juste. L'acceptation par Israël du droit au retour des réfugiés est une condition indispensable à la paix. Les réfugiés représentent plus de la moitié du peuple palestinien et avec la diaspora, ce sont deux tiers des Palestiniens qui vivent en exil.

Droit au retour ne signifie pas que tous les réfugiés reviendront chez eux, les modalités d'application de ce droit sont négociables. Mais il faudra d'abord qu'Israël reconnaisse qu'il y avait avant un peuple en Palestine. Plus de 800 000 Palestiniens ont été chassés de leur ville ou de leur village par la force, la destruction de maisons ou de villages entiers avec même des massacres en 1948. La plupart des habitants du camp de Jénine viennent de la région d'Haïfa située à une trentaine de kilomètres. Quand le soir tombe, certains d'entre eux peuvent voir sur les collines d'en face les lumières d'une petite ville : celle où ils vivaient, qui est devenue israélienne et où ils n'ont jamais pu retourner depuis 56 ans.

Le choix de Jénine comme partenaire correspond à une demande de l'association palestinienne pour les jumelages.

La ville et le camp de Jénine se trouvent au nord de la Cisjordanie. A 80 kilomètres de Ramallah, Jénine est d'un accès difficile à cause des barrages et des bouclages fréquents (en 2003, il nous a fallu six heures pour venir de Ramallah, et même terminer notre périple à travers champs car la ville était bouclée). Cette situation crée pour les Palestiniens un sentiment d'isolement, voire d'abandon. C'est aussi un camp qui paie un lourd tribut pour sa résistance farouche à l'occupant israélien. En 2002, un tiers du camp a été détruit par l'armée d'occupation israélienne ; 72 personnes ont été tuées, plusieurs centaines blessées et prisonnières.

La visite d'internationaux est essentielle

Les projets de coopération que nous développons permettent de soutenir modestement le fonctionnement des infrastructures sociales. Ainsi les ordinateurs achetés cet été permettent-ils la formation de groupes de femmes et de jeunes. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce que nous demandent en priorité les Palestiniens de Jénine et d'ailleurs, c'est de venir chez eux pour comprendre ce qu'ils vivent et témoigner à notre retour en France. C'est dans cet esprit qu'une première réunion publique de restitution, au retour, a rassemblé 150 personnes à Grandchamp des Fontaines et que d'autres interventions sont prévues dans le département.

Pierre LEPAROUX □

Une population enfermée...

Fin août, dès notre arrivée à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv nous avons été confrontés aux difficultés de circulation. Quatre d'entre nous ont été retenus pendant de longues heures, pendant lesquelles la sécurité a fouillé très minutieusement nos bagages et nos vêtements ; deux d'entre nous ont été interrogés plus de trente minutes chacun. Alors que nous aurions dû sortir de l'aéroport en début d'après-midi, ce samedi 28 août 2004, nous avons fait la fermeture de l'aérogare et avons dû regagner de nuit notre hôtel à Jérusalem. Cette épreuve, qui a mis nos nerfs à mal fut la plus grande difficulté que nous ayons eue pour circuler en Israël ou en Palestine. Voyageant dans un taxi avec des plaques israéliennes, nous avons emprunté les routes de la Cisjordanie entre Jérusalem et Jénine au nord, puis vers Halhul au sud près de Hébron sans subir les attentes qui sont imposées aux Palestiniens sur les check points tenus par les militaires israéliens. Ces barrages sont mis en place officiellement pour des questions de sécurité, mais leur finalité est d'entraver la libre circulation des Palestiniens et de leurs biens. Il y a très souvent rupture de charge au passage du check point, c'est à dire que les passagers doivent descendre de voiture (ou de taxi), franchir à pied le contrôle et emprunter un nouveau véhicule de l'autre côté quand on les aura autorisés à passer. Ils peuvent attendre longtemps, voire être refoulés. Les marchandises doivent aussi être déchargées, puis rechargées dans un autre véhicule de l'autre côté du check point. Les ambulances subissent le même traitement au mépris de la santé de la personne transportée. Les Palestiniens sont ainsi (mal)traités, mais pas les Israéliens qui passent rapidement sans même être contrôlés.

Les Israéliens ont découpé le territoire en zones et les palestiniens ne peuvent se déplacer que dans leur zone de résidence. Par exemple pour se rendre dans certains champs, Raëd, un agriculteur de Halhul, doit franchir avec son tracteur une route réservée aux colons. Souvent, les soldats l'empêchent de passer comme ce fut le cas le jour où

nous y étions : il lui est alors impossible de récolter ses raisins. Pour se rendre à Jérusalem (à 35 km où résident sa femme et ses trois jeunes enfants), il doit utiliser des chemins détournés : sortir de son village, atteindre un premier barrage en bordure de la route des colons, quitter son premier taxi, passer sur le talus qui barre le passage (tout comme pour les marchandises), prendre un nouveau taxi qui n'a pas le droit d'aller plus loin que Bethléem, et là, se débrouiller pour rallier Jérusalem avec un nouveau moyen de locomotion.

Tout cela est une humiliation pour les Palestiniens, subissant l'arbitraire de l'armée qui leur rappelle constamment que leur territoire est occupé.

Et le mur !

Officiellement Israël le construit pour assurer sa propre sécurité, pour empêcher les candidats aux attentats de pénétrer en territoire israélien. Si c'était le cas, il serait édifié sur la ligne verte, limite des territoires occupés de Cisjordanie. Or il s'enfonce en territoire palestinien, annexant de fait des terres et plaçant 260 000 Palestiniens hors de son périmètre, dans une zone "fermée" sans statut légal, apatrides sur leur propre sol.

Le but réel est de rendre la vie impossible aux populations emprisonnées entre des murs, sur des territoires morcelés, dans des bantoustans. La circulation sera encore plus difficile, les passages des portes gardées par les forces d'occupation deviendront encore plus aléatoires. La vie des Palestiniens sera complexifiée, le chômage accru, l'économie entravée tout comme l'éducation, la santé... Une vie toujours plus difficile et une organisation administrative du territoire quasi impossible. L'emmurement de la population accentuera le désespoir qui engendre le passage aux attentats kamikazes. Ce mur tourne le dos à la sécurité d'Israël et à la paix.

Techniquement le mur peut revêtir plusieurs aspects : mur de béton dans les zones urbanisées comme nous l'avons vu entre Jérusalem et Ramallah, barrière de barbelés, grillage électrifié et capteurs électroniques en campagne, au nord de Jénine par exemple, mais toujours avec chemin de ronde et tours de guet.

Le 9 juillet 2004, la construction du mur a été condamnée par la Cour Internationale de Justice de la Haye qui l'a jugé contraire au Droit international, mais sa construction se poursuit au même rythme.

Les bouchages, les check points et le "mur" rendent la vie des Palestiniens de plus en plus difficile

Bernard ETRILLARD □

Des projets qui avancent

Lors d'un premier voyage à Jénine en octobre 2003, les responsables du camp de réfugiés avaient exprimé des besoins matériels, entre autre, la mise en place d'un atelier informatique pour l'association « Not To Forget ». Cette association de femmes palestiniennes a pour objectif de promouvoir l'éducation des femmes dans le domaine économique, social et sanitaire. Elle développe des activités socio-éducatives pour les femmes et surtout leurs enfants afin de les détourner de la violence quotidienne due à l'occupation. Broderie, informatique, théâtre ou sport sont au programme. Un autre programme d'éducation populaire pour suivre 120 étudiants a été mis en place. Des professeurs de l'Université de Ramallah viennent bénévolement donner des cours. Les ordinateurs leur permettront de s'initier à l'informatique et grâce à Internet de sortir de leur enfermement en ouvrant une fenêtre sur le monde extérieur.

Une souscription a été lancée sur le canton de La Chapelle-sur-Erdre. Plus de cent personnes ont répondu à l'appel pour un montant de 3 600 €. 2 800 € de subventions ont été accordées par les municipalités de La Chapelle-sur-Erdre, Treillières, Grandchamp des Fontaines auxquels s'ajoutent 440 € de Tissé Métisse et un complément de l'AFPS pour arriver à 7 500 €.

A Jénine, l'achat d'ordinateurs...

Une deuxième délégation partie fin août 2004 a pu ainsi acheter neuf ordinateurs (la somme restante a permis de fournir des cartes téléphoniques pour les prisonniers). Au bout de deux jours, ils étaient installés dans une salle de l'association. Nous avons noté le sérieux des partenaires qui avaient fait établir des devis et qui ont refusé de recevoir la moindre somme d'argent, nous demandant d'acheter et de payer nous-mêmes les factures. Nous avons également remarqué le dynamisme, la mixité sociale, le mélange des âges, de l'association "Not To Forget".

Chez Raëd qui nous a accueillis à Halhul tout près d'Hébron, nous avons découvert ses vignes, ses champs de légumes, la serre où poussent des tomates produites par la

coopérative agricole qu'il a créée avec une quinzaine d'agriculteurs. Raëd a participé à la création d'une association qui veut mettre en place un centre socioculturel. Les responsables de l'association ne peuvent pas compter sur une aide de la municipalité d'Halhul pour trouver un local et le matériel nécessaire.

De nouvelles demandes, de nouveaux projets...

Nous sommes revenus de Palestine avec la volonté de soutenir quatre projets, à savoir :

- Accueillir une délégation de femmes et d'enfants du camp de réfugiés de Jénine, pour permettre aux habitants du camp d'avoir des contacts avec l'extérieur, de vendre une petite production de broderies et sensibiliser, par la même occasion, les Français à la situation et aux conditions de vie des Palestiniens réfugiés dans leur propre pays.

- Contribuer au lancement d'un centre de fabrication de prothèses orthopédiques à Jénine, en appuyant le lancement de cet atelier pour qu'il réponde au mieux aux objectifs que se sont fixés les promoteurs : faible coût, durabilité des prothèses et service de proximité.

- Participer à la création d'un centre socioculturel à Halhul (Hébron), qui contribuera au fonctionnement de la société palestinienne et donnera aux jeunes des raisons d'espérer.

- Appuyer la création d'un atelier de fabrication de jus de raisin à Halhul afin de mieux valoriser les surplus de raisin de table qui ne sont pas vendus sur le marché, en les transformant en jus pasteurisé et développer l'esprit coopératif à petite échelle.

La finalité des projets en partenariat avec le camp de Jénine et un groupe d'agriculteurs d'Halhul est avant tout de répondre à la demande de nos partenaires. Ils attendent de nous un soutien politique pour les aider à sortir de leur isolement. Si l'aide matérielle que nous pouvons apporter est un appui concret (mais limité), c'est aussi un soutien politique à la résistance des Palestiniens contre l'occupation et la colonisation.

APPEL AUX DONNS

La poursuite de notre coopération avec le camp de Jénine pour 2005 nous amènera à répondre à la demande des associations dans trois directions : accueil en France d'un groupe de Palestiniennes, envoi d'animateurs pour les camps d'été de Jénine, envoi d'une mission technique auprès du centre de fabrication de prothèses.

Cela nécessite les déplacements d'une quinzaine de personnes, dans un sens ou dans l'autre et un budget de l'ordre de 10 000 €. Pour y faire face, nous sollicitons le Conseil Régional, le Conseil Général et les communes.

Les dons des particuliers sont également les bienvenus.

Ils peuvent être adressés à l'AFPS Nantes 21, allée Baco 44000 Nantes

Bernard PINOT □

200 prisonniers politiques...

Le jour de notre arrivée à Jénine, tous les magasins de la ville étaient fermés à cause d'une grève générale de soutien aux prisonniers.

Nous étions en effet en pleine grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens pour leurs droits. Si toute la population est solidaire, c'est que chaque famille a au moins un membre qui est ou a été prisonnier.

Les prisonniers politiques avaient engagé cette grève de la faim pour dénoncer les conditions de détention inhumaines dont ils sont victimes. Les prisonniers politiques sont détenus en compagnie des droits communs. On les enchaîne à leur siège et ils sont frappés régulièrement. Les colis de vêtements et d'affaires personnelles envoyés par les familles sont stockés sans leur être remis. Ils sont fréquemment changés de prison. Les prisonniers réclament donc le rétablissement des visites et le droit de téléphoner à leurs proches, l'arrêt des fouilles au corps humiliantes, la fin des sanctions d'isolement. Pour briser cette grève de la faim, les autorités israéliennes ont pris des mesures contraires aux droits de l'homme : les prisonniers malades sont privés de leurs médicaments, on refuse de leur donner à boire du lait, ce qui est pourtant prévu par les conventions de Genève. Les gardiens organisent des barbecues dans la cour des prisons sous les fenêtres des grévistes de la faim...

Depuis le début de la grève, comme dans toutes les villes palestiniennes, hommes et femmes du camp se réunissent autour d'une tente dressée dans la cour du Croissant Rouge à l'ombre d'un immense mûrier. Au mur flotte, sur un grand calicot, un portrait d'Atah Armeelh responsable de la sécurité du camp qui nous avait accueillis l'an dernier : il est aujourd'hui en détention administrative dans les prisons israéliennes pour 33 mois. La détention administrative, appliquée par le gouvernement israélien, au mépris du droit international, permet d'emprisonner des personnes, de manière arbitraire sans accusation, ni jugement.

Un autre mur du bâtiment est tapissé de dizaines de photos d'hommes de femmes et même d'adolescents originaires de Jénine détenus dans les prisons israéliennes.

Jénine paie au prix fort sa détermination à lutter contre l'occupation.

Sur 7 500 prisonniers politiques palestiniens, 1 450 viennent de cette région et 200 du camp de réfugiés qui compte 14 000 habitants. Parmi ces prisonniers : 12 femmes avec des enfants de 5 à 12 ans. Nous avons rencontré une famille dont les deux filles de 16 et 17 ans ont été arrêtées successivement en avril et juillet 2004. La famille de ces deux jeunes lycéennes n'a plus aucune nouvelle de leurs filles et ignore les raisons de leur arrestation.

La grève a été suspendue fin août sans que la plupart des revendications des prisonniers aient été satisfaites. Mais la lutte pour les droits de l'homme continue et c'est le responsable du comité de soutien des prisonniers qui nous livre le sens de ce combat : « *Nous n'avons pas de haine, nous n'aimons pas la mort, nous aimons la vie. Nous défendons nos droits et nous luttons pour des temps nouveaux* ».

Thérèse et Pierre LEPAROUX □

Une nuit à Jénine

Lundi 30 août dans la matinée. Une explosion retentit, une roquette vient d'être tirée d'un hélicoptère de combat et transperce le toit (en terrasse) et le plafond d'une maison d'habitation, les meubles sont détruits et les fenêtres soufflées. La solidarité s'exprime alors dans la dignité. Aussitôt, famille et voisins se précipitent sur les lieux ; chacun reconforte l'autre et s'active à débarrasser les gravats. Par miracle seule une petite fille est blessée au poignet. L'attaque visait un groupe de résistants qui passaient dans la rue en voiture. Les Israéliens et les médias en général les appellent des "activistes". Ce sont pour la plupart des jeunes mais aussi des pères de famille. Dans l'utilisation de ce terme "activiste" y a bien sûr une

connotation de terroristes.

Quotidiennement l'armée israélienne effectue des attaques ciblées : incursions la nuit dans les maisons en injuriant et molestant ses habitants, faisant des prisonniers sans motif. Du côté de l'armée israélienne, on appelle cela « raisons administratives ».

Dans la nuit du 30 au 31 août, il est minuit ou une heure, je ne trouve pas le sommeil, la journée a été bien remplie et riche en émotions. J'entends soudain comme des coups de feu et un bruit de moteur. Je ne veux pas y croire ; cela semble assez proche de notre habitation. Les autres dans la chambre dorment, je m'inquiète, on dirait des tirs d'armes automatiques. Je me lève pour voir si les compagnons de l'autre chambre entendent la même chose que moi. Eh oui, ils sont levés. Je dois me résoudre à la réalité, ce que je redoutais est bien réel. Bernard est sorti pour voir. Un hélicoptère tourne au-dessus de la ville et pilonne une maison. Des tirs d'armes automatiques lui répondent du sol (sans doute des résistants palestiniens). Nous sommes inquiets pour nos amis du camp. Que vivent-ils en ce moment ? Combien de morts compterons-nous demain matin en retournant au camp ? Jusqu'à cinq heures du matin les tirs se poursuivent, même pendant l'appel à la prière. Vers 6 h, les tirs cessent et nous prenons un peu de repos.

Cette nuit-là, une maison dans la ville a été détruite et cinq hommes ont été faits prisonniers. Il n'y aurait pas de blessés. Nous sommes surpris de voir qu'au matin tout le monde est calme et vaque à ses occupations comme les autres jours. C'est en effet pour les Palestiniens, le quotidien, une atmosphère de guerre permanente.

Camille et Marie-Christine GROUSSON □

Reconstruire Jénine et y vivre :

un acte de résistance

En octobre 2003, lors de notre premier séjour, le centre du camp était un immense terrain vague, avec quelques pans de murs et quelques restes de maisons détruites. L'invasion d'avril 2002, la mort de 72 habitants du camp et la destruction de 400 logements par l'armée israélienne étaient dans toutes les

têtes. Aujourd'hui, la reconstruction s'achève. Fin novembre, les familles sinistrées seront relogées dans un nouvel appartement.

C'est un soulagement pour les habitants du Camp. La reconstruction s'inscrit dans la résistance au quotidien et témoigne de cette volonté de vivre et d'exister malgré les difficultés liées à l'occupation militaire israélienne : barrages, assassinats "ciblés", couvre-feux qui peuvent durer plusieurs jours. C'est une riposte à l'occupant et l'aboutissement de l'engagement pris de reconstruire après l'invasion de 2002. Ainsi 300 à 400 familles vont pouvoir revenir. Après les destructions de 2002, certains nous disaient : « *Nous avons été chassés une première fois de chez nous par la violence en 1948. Partir aujourd'hui est impossible... et pour aller où ?* ». Rester est donc pour eux un acte de résistance.

Ces travaux ont été financés par les Emirats arabes, et coordonnés par l'UNRWA¹, selon un plan d'urbanisme fixé par Israël. Désormais, la rue extérieure du camp est suffisamment large pour laisser passer les chars !

Mais, la reconstruction et le déblaiement de la place ont été un moment très difficile pour les familles qui avaient perdu un ou plusieurs de leurs membres : fils, époux, père, frère et tous leurs biens. Cette année, nous avons été invités à visiter plusieurs familles dans leurs maisons. Les femmes, marquées par la disparition ou l'emprisonnement de proches, nous racontent les événements vécus en avril 2002, et les séquelles laissées sur leurs enfants.

La vie, malgré tout, suit son cours...

Etonnant mélange d'enfants qui jouent, de vie quotidienne qui continue, dans un contexte de menace et d'insécurité permanentes. Les hommes âgés sont dans la rue, souvent avec des jeunes enfants. Les femmes s'occupent des activités ménagères et familiales et participent activement aux activités associatives et collectives dans le camp.

Cette énergie déployée pour faire vivre leurs projets est immense : l'ouverture d'une salle informatique pour les enfants pendant les vacances, l'avancement du projet du Centre d'appareillage des handicapés, le jardin de jeux de la crèche "al Awda" fraîchement repeint, sont autant de changements en

moins d'un an qui nous étonnent. Élever les enfants en dehors de la violence, essayer de leur ménager des temps de bonheur et de détente pour effacer les traces de cette terrible invasion, c'est aussi un de leurs soucis majeurs. Nos amis nous ont emmenés deux soirs prendre un verre dans un parc qui, l'année dernière, était complètement détruit, et en fumant le narguilé, ils nous racontent leurs aventures et leurs batailles quotidiennes pour faire leur travail (de journaliste, de cadre de banque...) et leurs moments de bonheur familial. Ils sont pessimistes sur la situation présente, mais leur confiance en l'avenir est intacte.

L'activité économique est très réduite dans le Camp de Jénine (au-delà des écoles, hôpital, dispensaires et centres de soins). Cependant, de petites activités reprennent à l'intérieur du camp, et les ateliers détruits pendant l'invasion en avril 2002 rouvrent au rez-de-chaussée des maisons de la rue principale (atelier de couture, petits commerces, ...).

Illustration du dynamisme de cette population qui vit sous occupation, les propos d'Akram, l'un des responsables du comité populaire du camp. En réaction à nos propos sur le fait qu'on dort peu à Jénine, Akram, s'étonne et nous réplique : « *vous, vous avez le temps de dormir 7 ou 8 heures par nuit, mais nous, nous n'avons pas de temps à perdre* ».

Solange LERAY ☐

1 - Organisme des Nations-Unies

Pétition contre le mur à l'Assemblée

Dans le cadre de la Campagne internationale contre le Mur et pour la fin de l'occupation des Territoires palestiniens, STOP THE WALL ! une délégation de la Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine et du Collectif national pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens a remis au Président de l'Assemblée Nationale, M. Jean-Louis Debré, le 12 janvier 2005 :

- les 200 000 signatures de pétitions citoyennes demandant l'arrêt de la construction du Mur et le démantèlement de la partie déjà construite,

- les 300 signatures des parlementaires français et européens demandant à l'Union Européenne de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'Israël se soumette à l'avis de la Cour Internationale de Justice du 9 juillet 2004 et la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 juillet 2004 exigeant la démantèlement du Mur construit dans les territoires palestiniens.

LE MUR

Mur
Qui murmure
L'espoir d'un peuple
Qu'on défigure !

Mur
Souillure
D'un État colonial
Dictatorial !

Mur
Fissure
Dans une paix
Qui n'en peut mais.. !

Mur
Brisure
Blessure
O Temps obscurs !

Mur
Si dur
Qui masque
Le futur !

Jean-claude KOUTCHOUK

BULLETIN A RENVOYER

**A France Palestine Solidarité Maison des Associations 21 allée Baco 44000 Nantes
Accompagné d'un chèque à l'ordre de France Palestine Solidarité**

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code Postal..... Bureau distributeur.....
Téléphone..... e.mail Profession

ABONNEMENT A SOLIDARITÉ PALESTINE 44

Je m'abonne à « **Solidarité Palestine 44** » Prix : 10 € - 6 numéros/an Abonnement de soutien :

ADHÉSION A FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ 2005

J'adhère Je ré-adhère à France Palestine Solidarité

- Cotisation 54 €*
 Cotisation réduite 27 €*
 Cotisation pour précaires 15 €*
 Je soutiens les projets en Palestine et verse €

*dont 5 € pour Palestine Solidarité nationale
L'abonnement à *Pour la Palestine*, de 11 €
pour les adhérents, est à ajouter à ces sommes.

Sur votre agenda

Pour en savoir plus



○ **Revue Ethno n°1** consacrée aux Palestiniens. Présentation très complète avec de belles photos et cartes. En vente en kiosque ou au local, 6 € 90.

○ **Israël-Palestine, une passion française** de Denis Sieffert éd. La Découverte, 19 €. Ce livre, très informé, montre pour quelles raisons la France est très sensible aux échos de ce conflit. La question coloniale, le sionisme en France, les socialistes, Mitterrand et ce conflit, le débat piégé sur l'antisémitisme... Autant de portes d'entrées dans ce livre passionnant.

○ **Figures du Palestinien, identité des origines, identité de devenir**, d'Elias Sanbar éd. Gallimard, 21 €. Trois figures retracent leur identité de devenir : gens de la Terre Sainte, arabes de Palestine, l'Absent ou le Palestinien invisible.

○ **Poèmes d'Eric Simon sur le mur** éd. Le petit véhicule, 1 € 50. En vente au local.

○ **Pour la Palestine**, revue de l'AFPS n°44, 6 €. En vente au local.

AFPS

Réunion ouverte à tous les adhérents de l'AFPS le **jeudi 24 mars** pour préparer l'Assemblée Générale nationale des 7 et 8 mai 2005 à Paris.

CINÉMA

Mercredi 2 février à 20 h 30 au FANAL à St Nazaire **"Mur" un film de Simone Bitton avec Rania Stephan assistante-réalisatrice du film.**

CONFÉRENCE

Alternative à la culture de guerre, avec Bernard Ravenel, président de l'AFPS nationale le 8 février 2005 à Cosmopolis 19 h - Nantes.

MUSIQUE

○ L'association Al Kamandjâti, qui a pour but la création d'écoles de musique pour les enfants des camps de réfugiés palestiniens présente :

Musiciens pour la Palestine le 9 février 2005 à Angers au Chabada 20 h 30 avec Idir et Dal'Ouna. **A Nantes le 16 avril** à 20 h 30 au Conservatoire (CNR).

○ **Un nouveau CD de Dal'Ouna**

La musique de Dal'Ouna est le fruit d'une jonction entre Orient et Occident, d'une rencontre entre la Palestine et la France et d'une fusion entre chants purement traditionnels du Moyen-Orient et compositions métisées aux accents jazzy.

Le groupe tourne en France mais aussi en Palestine où Dal'Ouna et d'autres musiciens sillonnent les camps de réfugiés, les villes et villages de Palestine.

Commander le CD **"Nous aimons la vie"** 20 € à Dal'Ouna 20 bis place de la Dauversière 49100 Angers - site www.dalouna.net

FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ

Maison des Associations
21 Allée Baco
44000 Nantes

☎ 02 51 72 01 23

www.france-palestine.org

afpsnantes@wanadoo.fr

CCP : 179622 A NANTES

Permanences au local

lundi 18 h - 20 h

Directeur de la publication : François Leroux - CPPAP : 1103 G 80921 - ISSN 1628-6928

Dépôt légal à la parution : 01/2005.

Comité de rédaction : Daniel Coutant, Mado Hervy, Denise Lefèvre, Jean-Luc Ordronneau, Christiane Rouzic.

